



INVITATION PRESSE

Contact presse : Delphine Granier
delphine.granier@generationlibre.eu
0633054850
@delphinegranier

Paris, le 17 janvier 2018

Conférence de presse.

GenerationLibre propose d'instaurer un droit de propriété sur les données personnelles.

Chaque citoyen devrait pouvoir vendre ses données personnelles. C'est ce que propose le Think tank GenerationLibre dans un rapport à paraître en exclusivité jeudi 25 janvier. Une conférence de presse aura lieu le jour même en présence des auteurs du rapport.

Tous les jours, nous acceptons des dizaines de cookies sur nos ordinateurs et consentons à des conditions d'utilisation léonines qui nous dépossèdent de nos données personnelles. La gratuité des services masque un **pillage en règle de nos données**, c'est-à-dire de nous-mêmes.

Nous proposons de rendre **chacun propriétaire de ses données personnelles**. Avec l'appui d'un collectif composé d'universitaires (juristes, ingénieur, data scientist, économiste), le Think tank GenerationLibre plaide pour **introduire en droit une patrimonialité des données personnelles**. Nous avons le plaisir de vous convier à la conférence de presse qui aura lieu :

**Jeudi 25 janvier à 10 heures
24, rue Saint-Lazare
75 009 Paris**

En présence de **Gaspard KOENIG**, président de GenerationLibre, et des auteurs du rapport :

- Me **Isabelle LANDREAU**, avocat au Barreau de Paris, spécialiste du droit de la propriété intellectuelle et du droit des nouvelles technologies ;
- M. **Gérard PELIKS**, ingénieur en cybersécurité, spécialiste des enjeux numériques de sécurité ;
- Mme **Virginie PEZ**, enseignant chercheur, maître de conférences à l'Université Paris II.

Nos propositions s'inscrivent dans l'esprit du Règlement général sur la protection des données personnelles (RGPD) qui entrera en vigueur le 25 mai 2018. C'est l'occasion pour la France et l'Europe d'innover et d'imposer un **modèle nouveau**.

À PROPOS DE GENERATIONLIBRE.

GenerationLibre est un think-tank indépendant et non partisan fondé en 2013 par Gaspard Koenig. Nous défendons un libéralisme à la fois économique, politique et sociétal, plaçant l'individu et ses libertés au cœur de la politique publique. Nous élaborons des propositions pour briser les rentes publiques comme privées, et pour adapter notre organisation sociale à l'ère numérique.